

Marseille et la fracture sociale : Un constat que l'on se refuse de reconnaître

« Une des métropoles françaises les plus inégalitaires en matière de revenus et de chômage »

« Des inégalités fortes en matière d'accès à l'emploi »

« Les inégalités en matière d'éducation sont encore plus prononcées que les inégalités de revenu »

Ces quelques formules chocs sonnent comme un véritable cri d'alarme. Elles sont extraites du récent rapport de l'OCDE publié le 5 décembre 2013 et qu'il est fortement recommandé de lire dans son intégralité pour se faire une idée juste de la réalité marseillaise (*Vers une croissance plus inclusive de la métropole Aix-Marseille OCDE 2013*). Ce dernier rapport ne fait que confirmer de très nombreuses études qui, depuis une dizaine d'années, ne cessent de mettre en lumière une réalité qui dérange et que nous tentons de résumer ci-dessous.

I - L'état des lieux :

Ces Marseillais qui s'enfoncent dans la précarité.

Contrairement à l'image que certains souhaitent transmettre de leur ville à l'extérieur afin de tenter de séduire les touristes et les catégories supérieures de la société, Marseille a toujours été une ville composée en majorité par les classes populaires. Jusqu'au milieu du vingtième siècle, les ouvriers et les employés du commerce constituaient l'essentiel d'une population de salariés le plus souvent modestes sinon pauvres. Seuls quelques milliers de familles possédantes détenaient alors l'essentiel de la richesse et du pouvoir économique et politique.

Dans les vingt dernière années, les conséquences des diverses crises économiques n'ont fait qu'aggraver cette distorsion dramatique entre ceux des marseillais qui ont eu les moyens de s'adapter à la nouvelle donne économique et ceux qui sont restés sur le bord de la route.

Dans un article publié dans la Provence du 5 janvier 2012 on pouvait lire sous le titre provocateur : **Marseille plus pauvre que jamais ! une analyse des besoins sociaux qui montre que la situation socio-économique se dégrade : précarité accrue, Marseille, loin derrière Lyon et Bordeaux, une des villes les plus vulnérables parmi les grandes villes françaises.** Le même journal s'appuyant sur les études de l'INSEE enfonçait le clou le 1^{er} mai 2012 : **La pauvreté frappe les Marseillais dès l'enfance : 44% des enfants vivent dans des foyers situés sous le seuil de pauvreté.... Dans la cité Phocéenne, 28% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté fixé en 2012 à 942€ par mois. Résultat : un nombre croissant d'enfants mal-logés, dans des appartements insalubres, surpeuplés, mal chauffés et souvent loués à des prix exorbitants par des marchands de sommeil.**

On pourrait ainsi multiplier les constats qui, chaque jour, viennent confirmer que plus encore que d'autre grandes villes françaises également touchées par la crise, la société marseillaise s'enfonce dans une spirale du déclin et de la paupérisation. De même l'apparente dynamique manifestée par la multiplication des chantiers et de grues ne doit pas faire oublier le caractère de plus en plus vétuste et dégradé de nombreux immeubles et quartiers de la ville, refuges discrets de la grande pauvreté. Le rapport 2013 de l'Observatoire National des

Zones Urbaines Sensibles (ONZUS) remarque que le 3ème arrondissement de Marseille est le plus pauvre de France.

Une fracture à multiples facettes

Les '**cinq plaies de Marseille**' c'est le titre d'un récent reportage du Journal Libération qui les énumère ainsi : ***Un chômage record ; des écoliers sans perspectives, les transports facteur d'injustice, l'absence d'une grande métropole, le clientélisme généralisé***

La situation de l'emploi est à l'origine de cette paupérisation d'une partie croissante de la population marseillaise. Le dernier chiffre de 14,1% soit 5 points au-dessus du taux national, est, selon l'INSEE, sous-estimé qui considère que le chiffre de 17,3% reflète davantage la réalité. Mais ce chiffre occulte une fracture géographique entre le Nord et le Sud de la ville mais aussi entre les jeunes adultes et les autres actifs. Dans de nombreuses cités c'est un jeune sur deux qui est n'a aucune chance d'accéder à un emploi. Une telle fracture ne cesse de s'aggraver depuis une trentaine d'années.

La fracture sociale et économique, la fracture géographique se cumulent avec une fracture ethnique qui se concrétise par les multiples discriminations dont sont l'objet les personnes ayant une origine étrangère et étiquetées de manière souvent abusive en fonction de leur appartenance religieuse supposée .

Dans un tel contexte, l'euphorie apparente du début de l'année 2013 a été de courte durée. On ne peut continuer à croire et laisser croire qu'en masquant la réalité, la fête peut tout arranger et rassembler les Marseillais dans un même élan de fraternité. Il est grand temps de rappeler à plus de réalisme ceux qui prétendent gouverner cette ville. Ces fractures multiples, pour être réduites, nécessitent une chirurgie lourde et de longue durée.

II- Une ambition politique à partager pour réduire les fractures

C'est un renouvellement radical du regard porté sur la ville et sur ses habitants qui pourra seul permettre de retrouver une capacité de vivre ensemble. Une telle démarche sera longue et dépasse la seule perspective d'une élection. L'horizon 2020 est une échéance plus raisonnable à se fixer pour s'assurer que tous les Marseillais d'aujourd'hui et de demain pourront se reconnaître citoyens de cette ville et acteurs de son avenir.

Un regard attentif porté sur les quartiers les plus populaires de Marseille permet d'espérer une écoute et une adhésion à ce projet de reconquête urbaine. Si les discours politiques traditionnels ne trouvent plus d'échos, la multiplicité des initiatives et des projets portés par les habitants pour sortir de l'oubli et de l'exclusion sont un signe qu'une autre politique est possible. C'est seulement en prenant en compte ces dynamiques locales et en les fédérant à l'échelle de la ville entière qu'un projet pour Marseille trouvera son sens .

Les principaux axes de la politique à mettre en œuvre pour réduire les différentes fractures dénoncées peuvent se résumer à une lutte quotidienne et sans merci contre toutes les formes de discrimination et à une remise en cause des processus qui en sont la cause.

L'emploi, la formation, la mobilité et l'habitat sont les quatre facteurs les plus discriminants à combattre. La responsabilité municipale est importante dans ces quatre domaines et les élus ont un rôle moteur à jouer. Mais les autres acteurs institutionnels et sociaux ont chacun une part de responsabilité qu'il faut analyser tour à tour.

1 - Mobilisation pour l'emploi.

Pour remonter les handicaps diagnostiqués il convient d'agir sur plusieurs facteurs. La seule perspective du chômage ne doit plus être une fatalité pour une grande partie de la jeunesse comme elle est trop souvent celle de leurs parents.

Dans une première étape d'urgence, ce sont toutes les mesures liées à l'emploi qu'il faut mobiliser de façon discriminatoire en direction d'un public socialement et géographiquement ciblé : employeurs publics et privés, grandes entreprises de services doivent se fixer des objectifs chiffrés et en assurer la transparence dans leurs politiques d'embauche. Sans attendre une hypothétique reprise économique, cet engagement de tous les acteurs doit permettre de redonner espoir à une partie de la population laissée pour compte.

Cette stratégie ciblée devra être confortée par un renouveau économique de la métropole. Mais il faudra veiller à ce que ce renouveau soit équitablement réparti sur l'ensemble du territoire urbain

2 - Une priorité : l'égalité des chances par la formation

Dés le plus jeune âge et tout au long de la vie adulte, la formation doit faire l'objet d'une priorité absolue. Il s'agit, sans délai, que l'ensemble des moyens municipaux soient mis au service de la politique ambitieuse mise en place par le gouvernement. A l'échelon municipal la responsabilité portera sur :

- un plan d'urgence de construction et réhabilitation de crèches, et d'écoles maternelles et primaires ;
- la mobilisation des acteurs sociaux éducatifs et sportifs venant compléter le renouveau des équipes pédagogiques dans les quartiers populaires ;
- les moyens importants de la formation professionnelle et continue ne sauraient être laissés aux seules instances paritaires. Les partenaires sociaux doivent être directement partie prenante dans la bataille pour l'égalité des chances et l'accès à l'emploi.

3 - Un habitat digne pour tous

Marseille détient le double et triste privilège d'avoir un parc de logement social public et privé particulièrement dégradé et plus de 30.000 ménages en attente d'un logement social. C'est aussi à Marseille que, jusqu'à une date récente, les promoteurs, les agences immobilières et une partie des élus locaux se réjouissaient de l'augmentation rapide des valeurs immobilières et du prix de loyers censé attirer les investisseurs. Inscrites dans la politique nationale affirmée en faveur du logement social, trois priorités doivent être retenues pour reconstruire une ville plus solidaire et plus équilibrée :

- engager et, si nécessaire, contraindre les organismes de logements sociaux à adopter des programmes de constructions destinées en priorité aux familles les plus modestes (PLAI et PLUS) et décider un moratoire contre toute démolition de logement ;
- développer une politique de requalification des bâtiments existants tout particulièrement en centre ville ;

- engager une politique volontariste de lutte contre les logements vacants en pratiquant les réquisitions en cas d'obstruction des propriétaires ;

- conditionner toute construction privée nouvelle à la réalisation de 30% de logements sociaux.

4 - Le droit à la mobilité.

Toutes les expériences démontrent le rôle essentiel joué par les transports collectifs dans le désenclavement des cités et l'accès pour tous aux services collectifs.

A Marseille, le schéma de déplacement urbain doit être revu afin de donner la priorité à ce désenclavement. C'est une condition indispensable à la lutte contre les discriminations, le chômage et la ségrégation urbaine. A l'évidence ce plan de transport n'aura de sens que s'il est conçu à l'échelle de l'agglomération.

Ces quatre priorités n'excluent pas d'autres programmes nécessaires de transformation de Marseille, mais elles nous paraissent une condition première à la reconstruction d'une communauté riche de sa diversité et de sa capacité à construire ensemble une ville solidaire.

Marseille le 4 avril 2013

Mis à jour le 3 février 2014

Alain FOUREST